

CONSULTATION SUR LES REGLES DE DETERMINATION DES QUANTITES

PROPOSITION DE REPONSES LTRF AUX QUESTIONS DE L'ARCEP

18 juin 2021

Question 1

Oui nous sommes favorables à cette proposition d'une règle commune à l'ensemble des titres CPPAP hors IPG consistant à calculer pour chaque diffuseur et pour chaque parution un plafond déterminé en fonction de l'historique des ventes du titre

Question 2

La formule proposée, fixant un plafond tenant compte de la plus grande des 2 quantités calculées en rajoutant à la vente moyenne du titre soit un nombre d'exemplaires fixe, soit un pourcentage d'augmentation, nous paraît bien adaptée et performante pour diminuer sensiblement les volumes d'invendus tout en limitant le risque de ruptures et la nécessité de recourir à du réassort.

Question 3

Cela nous semble une très bonne chose d'avoir un couple de paramètres identique par défaut au départ, en laissant à chaque diffuseur la possibilité de faire évoluer ce couple de paramètre en fonction du constat de la bonne adaptation ou non de ceux-ci aux spécificités propres à chaque diffuseur (par exemple plus ou moins grande variabilité des ventes, ou forte évolution récente de l'activité du point de vente).

Nous souhaitons pouvoir centraliser pour notre réseau la validation finale des demandes de modifications de taux, afin d'assurer un garde-fou aux demandes sans cohérence mais également d'être pro actifs au regard des statistiques de suivi des taux d'invendus et de ruptures que nous établirons pour l'ensemble de nos magasins.

Question 4

En fonction des simulations qui ont été réalisées, le couple (2 ;50%) paraît bien adapté pour un démarrage.

Question 5

Il nous paraît très dangereux de laisser l'Editeur libre de déterminer ses quantités lors d'un lancement aussi longtemps qu'un historique suffisant n'existe pas.

Dans le cas d'un lancement, de la même manière qu'il y doit y avoir validation par le diffuseur de l'acceptation du titre, il doit y avoir en même temps acceptation par le diffuseur d'une quantité maximum sur ce titre

Et sans attendre 12 mois d'historique, dès qu'il y a 3 ou 4 parutions dont l'historique est connu, le plafond doit pouvoir être calculé comme pour les autres titres, ce qui ferait au bout d'un mois pour les hebdomadaires, 3 mois pour les mensuels, etc...

Dans le cas d'un nouveau point de vente, la liste des titres servis sur celui-ci sera déterminée à partir d'un point de vente de référence déjà existant. Nous souhaitons que les quantités plafonds calculées pour chaque titre sur ce point de vente de référence soient appliquées pour le nouveau point de vente créé.

Question 6

Le principe de raisonner à partir de l'historique de l'année précédente est logique pour les PDV saisonniers, mais il est nécessaire de préciser selon quels critères un diffuseur est déterminé comme saisonnier (% de variation des ventes) et qui valide cette spécificité ?

D'autre part, pour les PDV qualifiés de saisonniers pour lesquels s'appliqueront un calcul du plafond à partir de l'historique des ventes N-1, il faudrait avoir un minimum d'au moins 2 ou 3 parutions d'historique N-1 pour calculer ce plafond ? Donc cela peut-il s'appliquer sur toutes les périodicités, y compris les trimestriels ?

Question 7

Il est logique que les Quotidiens hors IPG ne soient pas concernés par le calcul d'un plafond, les quantités de ces titres ne semblent pas poser de problèmes actuellement

Question 8

Concernant les parutions « exceptionnelles », la méthode proposée implique nécessairement une très bonne logistique de réassort partout en France avec un délai de livraison n'excédant pas 48h si l'on veut éviter les ruptures avant l'arrivée du réassort.

La méthode proposée ne risque-t-elle pas d'avoir de gros volumes de papier qui restent au réassort sans être commandés ?

Cette méthode paraît risquée pour les hebdomadaires pour lesquels la très grosse vente liée à un événement d'actualité non prévisible (ex : 11 septembre 2001) se fait dès la parution.

En cas de fort élément d'actualité non prévu, nous proposons des dérogations accordées par une instance définie représentant les diffuseurs ou un représentant des enseignes pour débloquer de façon rapide et exceptionnelle les plafonds des titres qui en feraient la demande

Question 9

Concernant les Hors-séries, l'application de la méthode du plafond à partir des historiques de ventes des Hors-séries du même titre ou ayant la même codification est possible.

Concernant les numéros spéciaux, notamment ceux qui restent en vente plus longtemps qu'habituellement, on peut calculer le plafond à partir de l'historique de ventes uniquement des numéros spéciaux de ce titre s'il y en a déjà eu par le passé

Question 10

Il est impératif que le cas des titres ayant acheté dans certains réseaux des espaces de mises en avant promotionnelle sur une parution puissent avoir une contrainte supplémentaire dans la fixation du plafond de cette parution consistant à vérifier que le plafond calculé est supérieur ou égal à une quantité minimum d'exemplaires pour les PDV participant à la mise en avant payée par l'Editeur.

Un réseau comme le nôtre devrait pouvoir intervenir de façon centralisée pour s'assurer que les quantités prévues pour une promotion sont suffisantes.

Question 11

La méthode proposée pour définir les quantités maximum acceptables pour chaque diffuseur lors de chaque parution nous paraissent cohérentes et efficaces pour réduire les volumes d'inventures sur les PDV tout en limitant le risque de ruptures, notamment dans le cadre des parutions régulières et lors de l'activité habituelle des PDV.

Il est important toutefois que les messageries puissent assurer en même temps partout en France une très bonne performance dans l'obtention des réassorts demandés.

Il nous semble toutefois que la détermination de ces plafonds est beaucoup plus complexe à déterminer pour les PDV et titres saisonniers, de même que dans le cas des parutions exceptionnelles ou hors-séries, et que ces cas particuliers doivent faire l'objet de propositions plus précises et spécifiques.

La mise en œuvre de cette méthode de plafonds est évidemment tributaire de la mise à disposition par les distributeurs d'outils de réglages capables de recalculer en permanence les plafonds de chaque couple titre/PDV et d'imposer ces plafonds comme quantités maximum aux réglages des Editeurs.

Il conviendra de déterminer précisément les conditions de retours et de crédits de retours anticipés si la messagerie ne respectait pas le plafond maximum